

# GOVERNANCE DÉMOCRATIQUE : ÉTABLIR UN ENVIRONNEMENT PORTEUR

La gouvernance démocratique joue un rôle clé dans la réalisation des OMD, car elle permet de réduire le taux de pauvreté, de gérer et de prévenir les conflits et d'agir face aux changements climatiques. Ceci explique le fait que la majorité des ressources du PNUD y est allouée. La gouvernance démocratique est essentielle pour assurer la réalisation des OMD, étant donné qu'elle établit à cette fin un environnement porteur, favorable en particulier à l'élimination de la pauvreté. Les travaux du PNUD dans ce domaine sont axés sur l'apport d'appuis pour élargir les possibilités de participation des gens aux processus décisionnels de politique, pour rendre les institutions démocratiques plus sensibles aux besoins des gens et plus responsables envers eux et pour promouvoir les principes de la gouvernance démocratique et notamment la lutte contre la corruption, l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme.

Le PNUD fournit son appui à une élection, quelque part dans le monde, en moyenne tous les quinze jours. Il contribue également au renforcement d'un parlement sur trois et aide de nombreux pays à veiller à ce que les lois s'appliquent à tous leurs citoyens. Le PNUD œuvre en étroite coopération avec les parties prenantes nationales et les principales institutions, tels que les ministères,

internationales relatives à la corruption, aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes. Dans ce dernier domaine, en 2009, le PNUD a appuyé dans 59 pays l'adoption de mesures spéciales pour accroître la représentation des femmes à tous les niveaux du gouvernement, comprenant notamment des formations pour les femmes candidates en matière de leadership et de gestion de campagne. Au **Malawi**, avec l'appui de la Norvège, le PNUD a conclu un partenariat avec le gouvernement et l'équipe commune des Nations Unies pour mettre en œuvre une campagne sur la parité des sexes qui a accru le pourcentage des femmes représentantes et l'ont porté à 22 % lors de l'élection de mai 2009 alors qu'il se situait précédemment à 14 %.

## ASSISTANCE ÉLECTORALE

En 2009, le PNUD a appuyé des élections dans 35 pays auxquels il a fourni des conseils, une assistance technique et un soutien financier. Étant donné que la plupart des fonds des donateurs ciblent les événements électoraux, le PNUD a établi un fonds d'une durée de trois ans, doté de 50 millions de dollars, qui aidera à améliorer les lois, institutions et processus électoraux et à accroître la participation des femmes.

L'élection parlementaire de 2009 au **Liban** a été la plus régulière de l'histoire récente du pays, en partie grâce au programme d'assistance technique du PNUD. Dans le cadre de ce programme, il a été mis en place un système d'identification et d'inscription des électeurs, qui a permis au gouvernement d'émettre 300 000 cartes d'électeur supplémentaires en un temps record.

Le PNUD a également œuvré avec le gouvernement pour exécuter une campagne de sensibilisation du public, établir un service d'aide téléphonique fournissant des réponses aux questions relatives aux élections et dispenser une série de séances de formation sur la couverture du processus électoral pour les membres des médias. Un effort tout particulier a été fait pour atteindre les populations marginalisées du Liban, notamment les femmes, et pour promouvoir leur participation. Dans une circonscription fortement contestée, celle de Zahle, le taux de participation des électeurs inscrits a été de 60 % chez les femmes mais de 56 % seulement chez les hommes.

En **République démocratique du Congo** (RDC), un programme d'assistance électorale du PNUD appuie la Commission électorale congolaise

## APPUIS DU PNUD À LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Pays ayant reçu l'appui du PNUD en 2009	132
Pourcentage de projets du PNUD en matière de gouvernance démocratique contribuant à l'égalité des sexes	78 %
Pays ayant reçu l'appui du PNUD en matière d'élections en 2009	35
Pays dont le parlement a reçu l'appui du PNUD en 2009	54

l'appareil judiciaire, les instances parlementaires et les commissions électorales, pour renforcer leur capacité à instaurer des changements durables et efficaces.

Par ailleurs, l'une des conditions de l'efficacité de l'administration gouvernementale est que les administrés aient leur mot à dire dans les décisions qui influent sur leurs conditions de vie. Les institutions de l'État, tels que l'appareil judiciaire et la police, doivent être capable de répondre aux besoins de la population et respecter les normes

indépendante, mise en place sous l'administration de transition, pour organiser les élections locales. Le PNUD apporte également son concours à l'établissement d'une nouvelle commission électorale permanente, en préparation des prochaines élections présidentielles prévues pour 2011. En 2009, la Commission électorale a mis à jour le système d'inscription des électeurs de Kinshasa, la capitale, processus qui se poursuit dans le reste du pays. Par ailleurs, le programme a acheté plus de 24 millions de dollars d'équipement électoral, notamment des mises à jour de logiciel, des cartes d'électeur, des panneaux solaires et des générateurs pour les activités d'inscription des électeurs sur le terrain, ainsi que des matériels d'éducation civique.

Enfin, avec le soutien logistique de la mission de maintien de la paix des Nations Unies en RDC, le PNUD a contribué à la formation et à la rémunération des travailleurs électoraux ainsi qu'à la mise en place d'équipement dans tout le pays, soit une région de la superficie de l'Europe de l'Ouest. Le PNUD fournit également un appui crucial au parlement ainsi qu'aux assemblées provinciales sous forme de matériel informatique et de formation à la mobilisation des ressources, au fonctionnement de la démocratie et à la promotion de la participation des femmes au gouvernement.

#### JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME

Les atteintes à l'ordre public constituent, dans de nombreux pays en développement, un grave problème qui affecte la sûreté individuelle, la sécurité nationale et la croissance économique. Au **Bangladesh**, un programme commun de réforme de la police mis en œuvre par le PNUD et le gouvernement a permis d'établir à Dacca, capitale du pays, le premier centre d'accueil et d'appui aux victimes de crimes. En 2009, le centre a apporté son aide à 270 personnes. Son personnel compte des officiers de police et des représentants d'organisations de la société civile qui ont été formés à la fourniture de services médicaux et de conseils juridiques et psychosociaux, ainsi que d'hébergement à court terme des victimes en cas de besoin.

Il est important de noter, à ce sujet, que la création du centre est le résultat d'un partenariat stratégique entre les forces de police du Bangladesh et 10 grandes ONG se consacrant à l'aide aux victimes, ces deux partenaires étant traditionnellement divisés. Dans le long terme, le programme du PNUD visant à la réforme de la police au Bangladesh accroît les capacités des forces de l'ordre à assurer le maintien d'un environnement fondé sur l'état de droit, le respect des droits de l'homme et l'égalité d'accès à la justice, l'accent étant mis tout particulièrement sur les pauvres, les marginalisés, les femmes et les enfants.

Le PNUD continue de déployer des efforts au niveau national, de par le monde, pour renforcer les droits de propriété, les droits à l'héritage et les droits fonciers des femmes, d'examiner les moyens d'aligner le droit coutumier sur les règles et normes internationales et d'œuvrer pour accroître les droits des femmes et améliorer leur accès à la justice.

Le PNUD soutient le Gouvernement du **Maroc**, qui met en œuvre son Code de la famille novateur, adopté en 2004, lequel promet aux femmes l'égalité et une protection accrue de leurs droits individuels dans le mariage et le divorce. En 2009, avec UNIFEM et l'UNICEF, le PNUD a commencé

*Classe d'alphabétisation à l'intention des élus locaux au Burkina Faso ; ces classes sont organisées par l'entremise d'un programme de gouvernance démocratique du PNUD.*



à fournir des appuis à cinq tribunaux modèles, institués dans de grandes villes du Maroc, pour assurer l'application du nouveau Code de la famille. Quarante-vingt-dix juges et 25 administrateurs ont reçu une formation aux droits de la personne et de l'enfant, ainsi qu'à la prise en compte des questions de genre et à la psychosociologie familiale. Grâce au succès de l'intégration de travailleurs sociaux sur les cinq sites pilotes, le ministère de la Justice a décidé de recruter du personnel d'assistance sociale supplémentaire dans toutes les régions du Maroc.

#### GOVERNANCE LOCALE INCLUSIVE ET EFFICACE

En **Inde**, un programme appuyé par le PNUD et exécuté par l'entremise du ministère du *Panchayati Raj* (auto-gouvernance rurale) vise à autonomiser les femmes, notamment les représentantes locales élues, et à les inclure pleinement dans le processus politique. Au cours des cinq dernières années, ce programme a offert à plus de 100 000 représentantes communautaires de 12 états de l'Inde une formation au leadership, un accès à des entrevues individuelles avec des responsables de district et des appuis pour leur campagne électorale ; il a

également financé une campagne de sensibilisation du public à l'importance des représentantes élues. En 2009, plus de 10 000 femmes ont bénéficié de ces initiatives appuyées par le PNUD. Ces diverses activités ont instauré un environnement considérablement plus favorable aux femmes en position d'autorité, dont beaucoup avaient été nouvellement élues en raison d'un changement des dispositions législatives relatives au genre et à la gouvernance locale en Inde.

En **Géorgie**, en partenariat avec le gouvernement et sur financement de l'*Agency for International Development* des États-Unis et du *Department for International Development* du Royaume-Uni, le PNUD a exécuté un projet de réforme de l'état civil qui est considéré comme une réussite nationale. Ce projet a appuyé la standardisation des vieilles archives par un processus de numérisation et l'amélioration de l'infrastructure physique et technique de l'Administration de l'état

## UNIFEM : PROMOTION DE L'ÉGALITÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

Lorsqu'une mère a découvert, horrifiée, que sa fille de 14 ans avait été violée à de multiples reprises par son tuteur, un agent du Bureau Genre au siège de la Police nationale du Rwanda lui a fourni une aide dont elle et sa fille avaient désespérément besoin. L'agent, qui avait suivi une formation au traitement des victimes de violences sexuelles, a immédiatement fait dispenser des soins médicaux gratuits à la jeune fille, dans des conditions qui préservaient les éléments de preuve.

Le Bureau Genre a été établi il y a cinq ans dans le cadre d'une initiative conjointe du PNUD et d'UNIFEM, fonds affilié au PNUD, pour améliorer la réponse de la police aux cas de violence sexuelle et sexiste. Une salle d'entrevue spécialement conçue permet aux femmes de parler en secret à des agents ayant reçu une formation appropriée ; par ailleurs, les incidents peuvent être signalés aux autorités par téléphone au moyen d'un service d'appel gratuit disponible dans tout le pays. Des motocyclettes, fournies par UNIFEM et le PNUD, permettent aux officiers de police de se rendre promptement sur les lieux, en particulier dans les zones rurales.

Dans toute l'Afrique, un nombre croissant d'organismes d'application des lois partagent aujourd'hui leurs expériences et leurs succès pour améliorer la riposte à la violence à l'égard des femmes. Une bonne part de ces activités découlent des travaux largement reconnus qui ont débuté en 2004 au Rwanda pour établir des bureaux genre dans les postes de police et pour dispenser des formations aux éléments de la police et des forces armées, avec l'appui d'UNIFEM et du PNUD.

Ces deux dernières années, des officiers de police du **Burundi**, de la **Somalie** et du **Sud-Soudan** se sont rendus au Rwanda pour effectuer des stages auprès de la police rwandaise et ils adaptent à présent les leçons qu'ils ont apprises à leurs contextes nationaux respectifs. La police nationale du **Nigéria** a invité la police rwandaise à former son personnel à la prévention de la violence sexuelle et sexiste et aux réponses à ces formes de violence. Des manuels et des cursus d'enseignement élaborés par la Police nationale et les Forces de défense du Rwanda avec l'appui d'UNIFEM

ont été utilisés pour former du personnel des forces de sécurité au **Burundi**, à **Fidji**, au **Kenya** et en **Tanzanie**.

Les Forces de défense du Rwanda ont également été invitées par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, qui rassemble 11 pays africains, à former les forces armées d'autres pays de la région à la prévention de la violence sexiste et à la riposte à cette violence, ainsi qu'à l'implication des femmes dans les opérations de maintien de la paix. Les modules de formation ont aussi été communiqués aux équipes du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et aux forces de police de maintien de la paix de la Mission au Darfour.

En 2009, des bureaux genre inspirés par le modèle rwandais ont été créés au Sud-Soudan, au Nigéria, en **Ouganda** et en Tanzanie avec l'appui d'UNIFEM. Le Réseau de la police féminine de Tanzanie, en collaboration avec l'Académie de police et le Centre d'aide juridique aux femmes, a mis en place des bureaux genre dans 30 postes de police du pays.

Dans deux états du Nigéria, un registre spécial a été établi dans les postes de police pour assurer le suivi des cas de violence à l'égard des femmes. Ces postes de police sont en contact avec des comités, au niveau de l'état et des communautés, réunissant des médecins de l'état, des hôpitaux et des avocats des droits de l'homme, qui ont été formés et qui sont équipés pour fournir des services appropriés aux victimes de violences sexistes.

UNIFEM concentre ses activités sur un objectif global qui est d'appuyer la mise en œuvre au niveau national des engagements internationaux en faveur de l'égalité des sexes. Sur le terrain, le Fonds s'emploie à favoriser la réalisation des OMD et des autres objectifs de développement dont il a été convenu au niveau international, les interventions novatrices à l'échelle nationale ou régionale étant indispensables pour tenir les engagements pris dans les divers domaines visés.

# 9

Nombre de pays dans lesquels des « bureaux genre » ont été établis ou sont en cours d'établissement avec l'appui d'UNIFEM.

civil. Celle-ci a ainsi été renforcée et modernisée et elle fournit aujourd'hui à la population des services de qualité, prompts et conviviaux.

## RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le PNUD sait qu'une réduction maximale de la corruption est une mesure critique qui contribue à la réduction de la pauvreté et un facteur de progrès du développement humain. L'importance attachée par le PNUD aux changements systémiques à long terme et aux dimensions humaines du développement, alliée à son impartialité, soulignent les contributions uniques qu'il apporte à la promotion de la bonne gouvernance, de la responsabilité redditionnelle et de la transparence. En 2009, 112 pays ont bénéficié de son assistance technique qui leur a permis d'élaborer des politiques anti-corruption et de fonder des organisations consacrées à la lutte anti-corruption, ainsi que d'accroître la participation de la société civile et des médias aux efforts déployés dans ce domaine.

Le PNUD a aussi organisé plusieurs activités de formation à la lutte contre la corruption dans le cadre de la coopération Sud-Sud, approche du développement qui consiste en l'échange de connaissances et d'expériences entre pays en développement. C'est ainsi qu'en 2009, le PNUD et le *Media Institute of Southern Africa* (MISA) ont produit un atelier de formation pour les journalistes de la région consacré aux enquêtes et aux reportages sur la corruption, qui a eu lieu en **Afrique du Sud**, à Johannesburg. Cet atelier a réuni plus de 20 journalistes chevronnés venus de 11 pays d'Afrique et des formateurs appartenant au Centre des Philippines pour le journalisme d'enquête. Presque tous les participants ont évalué le programme comme ayant été excellent et le PNUD a entrepris d'élaborer avec le MISA un manuel qui permettra de dispenser des formations analogues en Asie et en Amérique latine. À l'avenir aussi, le MISA fera équipe avec les bureaux de pays du PNUD pour organiser les mêmes activités au niveau national dans toute la région.

En 2009, le PNUD a également apporté des appuis techniques et financiers à 16 pays pour renforcer les évaluations, menées par ceux-ci, des réformes de gouvernance. C'est ainsi qu'il a aidé le Congrès du **Paraguay** à effectuer un sondage d'auto-évaluation et à développer des indicateurs de suivi des effets de la gouvernance démocratique. Les résultats obtenus ont été inclus dans une base de données factuelles qui sert à la définition des politiques publiques et aide le Gouvernement à distinguer les impacts de ces politiques sur les divers groupes démographiques, notamment les femmes et les pauvres.

L'e-gouvernance, à savoir la fourniture de services publics par le truchement de l'Internet, est

porteuse d'un immense potentiel pour favoriser la bonne gouvernance et la participation démocratique, en particulier dans les zones rurales et les régions isolées. Un programme d'e-gouvernance novateur appuyé par le PNUD au **Bhoutan** aide le Gouvernement à honorer sa promesse d'offrir l'accès aux services publics en ligne à 80 % de la population rurale d'ici 2013. Il est exécuté à titre pilote par le ministère des Forêts du Bhoutan et permet aux particuliers et aux fonctionnaires de l'État d'entrer en contact avec les bureaux de l'administration par l'Internet.

C'est ainsi que les habitants des régions rurales peuvent à présent s'adresser en ligne à des centres d'information communautaires pour soumettre des demandes de permis ou de produits de première nécessité tels que du bois de feu et des

# 112

Nombre de pays ayant bénéficié en 2009 de l'appui technique du PNUD pour mettre en œuvre des mesures visant à lutter contre la corruption ainsi qu'à accroître la participation de la société civile et des médias.

poteaux de clôtures, ce qui les dispense de se déplacer jusqu'au siège du district ; ils peuvent ensuite vérifier en ligne le traitement de leur demande et obtenir les permis auprès des bureaux locaux. Le temps de traitement de la plupart des dossiers qui était de plusieurs semaines n'est plus que de moins d'un jour, ce qui représente un gain d'efficacité considérable ; la transparence des services publics et la responsabilisation des fonctionnaires s'en trouvent aussi accrues. Le gouvernement prévoit actuellement de fournir des services d'e-gouvernance dans tout le pays et d'étendre le programme pour y inclure 33 services publics supplémentaires. ●

# GROS PLAN : INDONÉSIE

## UNE DÉCENNIE D'APPUI ÉLECTORAL

### FAITS SUR L'INDONÉSIE

Femmes siégeant à la  
Chambre régionale  
des représentants :  
**25 %**

Taux d'alphabétisation :  
**92 %**

Pourcentage de la  
population vivant  
en-deçà du seuil de  
pauvreté : **17 %**

Depuis plus d'une décennie, le PNUD œuvre en étroite coopération avec l'Indonésie et l'accompagne dans son évolution vers un système de gouvernance démocratique. Son aide a commencé par un appui financier et logistique en faveur d'élections libres et régulières puis, au fil des années, s'est transformée en un appui politique pour édifier des institutions électorales durables, qui a conféré au pays la capacité de gérer indépendamment son cycle électoral du début à la fin.

L'Indonésie, qui est depuis 1999 la troisième démocratie du monde par ordre de grandeur, a entamé sa transition vers la démocratie en 1998. L'une des priorités les plus urgentes pour le gouvernement était alors la tenue d'élections libres et régulières et il s'est donc tourné vers le PNUD pour solliciter son assistance technique. En partenariat avec les instances gouvernementales, des organisations de la société et divers donateurs tels que le Danemark, le Japon et les Pays-Bas, le PNUD a contribué au lancement d'un immense programme d'assistance électorale.

Le programme était concentré sur la gestion électorale, l'éducation des électeurs et la surveillance du scrutin. Toutefois, étant donné qu'il s'agissait de la première élection démocratique organisée en Indonésie depuis 1955, le PNUD a également fourni un appui logistique, depuis l'impression des bulletins de vote et l'achat d'encre indélébile jusqu'à l'aide au dépouillement du scrutin. En outre, il a coordonné les 60 millions de dollars d'aide accordés par les donateurs pour le processus électoral.

L'élection de 1999 a été un succès retentissant. L'appui du PNUD avait contribué à l'ouverture d'une nouvelle ère démocratique en Indonésie. Reconnaisant ce fait, le gouvernement s'est tourné derechef vers le PNUD en 2004 et a demandé son aide pour la première élection présidentielle du pays au scrutin direct et la première élection d'une nouvelle chambre parlementaire, la Chambre des représentants régionaux. Le PNUD a alors fourni un appui logistique et une assistance à la coordination de l'aide comme lors de l'élection précédente, mais il s'est également concentré davantage sur l'appui technique à la Commission électorale indonésienne, qui a assuré la gestion directe des activités électorales.

L'élection de 2004 a été considérée par de nombreux observateurs internationaux comme l'une des plus réussies jamais tenue dans une démocratie en transition. Un an plus tard, l'Indonésie a lancé une autre initiative qui était destinée à changer la face de la politique électorale dans le pays, consistant en la tenue d'élections locales pour les gouverneurs, les maires et les chefs de district. Elle achevait ainsi un processus de transition à l'issue duquel tous les postes législatifs et exécutifs de la nation sont dorénavant pourvus par voie de scrutin populaire.

L'organisation de ces nouvelles élections, particulièrement complexe, présentait des difficultés particulières dans la province autonome d'Aceh, où les tendances séparatistes et les conflits passés constituaient des facteurs d'instabilité. La Commission électorale indépendante d'Aceh a sollicité l'assistance technique du PNUD pour la gestion des élections locales. Avec le concours de l'Union européenne, de l'Espagne et des Pays-Bas, le programme d'assistance électorale du PNUD dans la province a fourni un soutien appréciable, qui ont autorisé la tenue d'élections réussies marquant l'avènement d'une ère pacifique pour les populations de la région.

Quatre ans plus tard, le Gouvernement de l'Indonésie a sollicité derechef une assistance du PNUD pour les élections législatives et présidentielles de 2009. À ce stade, l'Indonésie avait réalisé de grands progrès depuis sa première élection, tenue dix ans auparavant. Le PNUD a réorienté son appui, concentré précédemment sur une assistance technique pour la tenue d'élections spécifiques, et s'est attaché à renforcer les institutions et les systèmes électoraux. Il a donc adopté une nouvelle approche, axée sur le cycle électoral, selon laquelle son programme d'appui ne se termine pas au lendemain du scrutin.

Avec le soutien des gouvernements de l'Australie, du Canada, de l'Espagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, le PNUD a mis en place un programme multidonateurs à long terme visant à une autosuffisance intégrale de l'Indonésie. Tout en intervenant dans les domaines habituels de l'assistance technique, de l'éducation civique et de la coordination de l'aide, le programme pour les élections de 2009



*Électrice participant aux élections législatives d'avril 2009 en Indonésie. Le PNUD apporte un appui électoral au pays depuis plus de dix ans.*

a également comporté la fourniture d'un appui renforcé aux institutions indonésiennes telles que l'Agence nationale de planification, dans le but d'établir un centre permanent de coordination de l'aide.

Le programme aide actuellement la Commission électorale générale à mettre en place un Centre d'information et de ressources électorales, auquel les commissions électorales locales et le grand public auront accès. Il définit un cursus de formation des travailleurs électoraux reconnu sur le plan international et établit un centre national d'éducation civique possédant des antennes dans les 33 provinces indonésiennes. De ce fait, l'éducation des électeurs se fera en continu et ne sera plus liée

aux programmes ou aux calendriers électoraux.

Ce programme d'appui électoral à long terme a été élaboré conjointement avec le gouvernement pour s'assurer que les institutions et les mécanismes établis avec le soutien du PNUD soient administrés par l'Indonésie et intégralement financés sur le budget national. Aujourd'hui formulé sous sa forme définitive, il vient couronner une décennie d'efforts du PNUD et offre une stratégie de sortie viable garantissant que l'Indonésie, son gouvernement et sa population seront équipés et prêts pour un avenir de gouvernance démocratique.